

Le pouvoir aux travailleurs

19 Février 2006

N° 122

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

| SOMMAIRE | PAGES |
|--|---------|
| EDITORIAL: | |
| - POUR L'UNITÉ DE TOUS LES TRAVAILLEURS | 2 - 3 |
| - DROIT DE VOTE POUR TOUS CEUX QUI VIVENT ET TRAVAILLENT EN COTE D'IVOIRE | 4 - 5 |
| - LES DISCOURS HAINEUX DU TRIBALISME REFONT SURFACE! | 5 - 6 |
| - LA POLITIQUE ETHNISTE DES POUVOIRS PUBLICS EST RESPONSABLE DES AFFRONTLEMENTS ENTRE COMMUNAUTÉS | 6 |
| - OJATTARA REVOIT-IL SES AMBITIONS A LA BAISSSE? | 6 - 7 |
| - LA SOTRA NE NOUS TRANSPORTE PAS, ELLE NOUS ROULE | 7 |
| - RACKET: LE TICKET UNIQUE N'EST PAS LA SOLUTION | 8 - 9 |
| - HALTE AUX RACKETS AUX POSTES DE CONTRÔLE! | 9 |
| - FAR WEST OU ETAT DE DROIT? | - 10 |
| - L'HYSTÉRIE DES SUPPORTERS N'A RIEN A VOIR AVEC LE SPORT | 10 - 11 |
| - L'EXCISION, UNE PRATIQUE DANGEREUSE ET RÉTROGRADE QU'IL FAUT COMBATTRE! | 11 - 12 |
| - ILS SE MOQUENT DE LA SOUFFRANCE DES POPULATIONS . | - 12 |
| - SICOR: EXPLOITATION ET ESCROQUERIE TOUT AZIMUT! | 13 - 14 |

1987

1987

1987

Le Poirier

XXXX

XXXXXXXXXXXX

XXXX

| DATE | DESCRIPTION |
|------------|-------------|
| 1987-01-01 | ... |
| 1987-01-02 | ... |
| 1987-01-03 | ... |
| 1987-01-04 | ... |
| 1987-01-05 | ... |
| 1987-01-06 | ... |
| 1987-01-07 | ... |
| 1987-01-08 | ... |
| 1987-01-09 | ... |
| 1987-01-10 | ... |
| 1987-01-11 | ... |
| 1987-01-12 | ... |
| 1987-01-13 | ... |
| 1987-01-14 | ... |
| 1987-01-15 | ... |
| 1987-01-16 | ... |
| 1987-01-17 | ... |
| 1987-01-18 | ... |
| 1987-01-19 | ... |
| 1987-01-20 | ... |
| 1987-01-21 | ... |
| 1987-01-22 | ... |
| 1987-01-23 | ... |
| 1987-01-24 | ... |
| 1987-01-25 | ... |
| 1987-01-26 | ... |
| 1987-01-27 | ... |
| 1987-01-28 | ... |
| 1987-01-29 | ... |
| 1987-01-30 | ... |
| 1987-01-31 | ... |

POUR L'UNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Une nouvelle rencontre du « GTI » (groupe de travail international) s'est tenue ce vendredi 17 février. Elle devait se prononcer sur le cas de l'Assemblée Nationale, de la CEI (commission Electorale Indépendante), du DDR et proposer des solutions concrètes pour une sortie de crise effective. Mais le GTI s'est contenté de mettre dos à dos les belligérants et a sorti un communiqué final assez ambigu pour que chaque camp puisse y trouver motif à crier victoire sur certains points et à protester sur d'autres. Puis il s'est séparé, satisfait de son travail, en se fixant un prochain rendez-vous pour le 17 mars.

Mais pendant que ces messieurs tergiversent, incapables de mettre fin à cette crise, les classes populaires continuent de subir tous les jours, ses conséquences désastreuses. De temps en temps les journaux nous relatent les massacres intercommunautaires dans les forêts de l'Ouest. Ces massacres sont le fruit de plusieurs années de propos xénophobes, ethnistes et tribaux que ne cessent de véhiculer les hommes politiques de ce pays, à commencer par Bédié en son temps et maintenant repris et amplifié par Gbagbo et sa clique à lui.

Il y a aussi l'aggravation de la misère. Avec les événements de novembre 2004, qui ont vu fermer plusieurs entreprises, la masse des chômeurs est toujours grandissante. Des événements comme ceux du 16 au 19 janvier dernier ont montré à quel point les risques d'affrontements sont permanents, surtout dans les quartiers populaires. Les discours des groupes «Patriotes», partisans du régime distillent le mépris, quand ce n'est pas la haine, à l'égard de tous ceux qui sont originaires du Nord. Même parmi nous les travailleurs, des éléments peu conscients sont parfois influencés au point que le climat de solidarité entre tous est empoisonné par la haine dictée d'en haut.

Ce furent les populations des quartiers pauvres comme Abobo et Yopougon qui ont subi le plus les conséquences des événements du 16 au 19 janvier. Les travailleurs ne pouvaient se rendre au travail, amputant ainsi le salaire du mois de janvier de plusieurs jours. Les femmes ne pouvaient vendre ou aller faire des achats, pire, pour celles d'entre elles qui avaient des denrées périssables à vendre, elles ont tout perdu.

Quant aux politiciens véreux qui prétendent défendre la population, sa souffrance n'est qu'un moyen pour eux d'aboutir à leurs fins. C'est ce que le camp présidentiel avait fait pour les événements de janvier dernier. Il avait réussi à mobiliser pour la prolongation de un an du mandat de ses députés et

des rémunérations qui en découlent. Et pour ça ils sont toujours prêts à récidiver.

Mais quel est le député, qu'il soit du Sud ou du Nord, qui se soit préoccupé des emplois et des salaires perdus du fait des licenciements et des fermetures d'usines, rien que depuis le début de leur mandat ? Quels sont ceux qui se sont inquiétés des conséquences des hausses de prix du carburant pour toutes les classes populaires, des travailleurs aux paysans, en passant par les petits marchands ?

Les dirigeants des deux camps, aussi bien que leurs hommes de main, ont amplement démontré qu'ils ne sont préoccupés que par les postes, les sinécures et les revenus que leur vaut le pouvoir.

Mais personne ne se préoccupera des intérêts, même les plus élémentaires, les plus vitaux, des classes populaires si elles ne le font pas elles-mêmes.

Accepter que ces gens-là divisent les classes populaires et les opposent en fonction des intérêts des deux camps qui s'affrontent est de toute façon inacceptable, ne serait-ce qu'en raison de la haine ethniste stupide et rétrograde qu'ils véhiculent. Mais, en plus, si les classes populaires, et en particulier la classe des travailleurs, acceptaient sans réagir qu'on les divise en fonction de leur origine, ce serait accepter un affaiblissement qui les rendrait de moins en moins capables de se défendre et de défendre leurs propres intérêts.

Alors, les deux camps qui comptent réellement dans cette société ne se situent pas des deux côtés de la frontière de fait qui sépare le Sud, dominé par le gouvernement dit « légal », du Nord, sous l'autorité des militaires mutins. Il y a, d'un côté, les classes exploitées, tous ceux qui ont beau travailler resteront toujours pauvres et, de l'autre côté, la classe riche, les bourgeois exploités et tous ceux qui sont en concurrence pour les servir en position de pouvoir.

Les travailleurs ne sont peut-être pas en situation d'empêcher les tenants du pouvoir et l'appareil d'Etat de se couper en deux et de se combattre les armes à la main. Mais ils peuvent empêcher que cette division soit installée parmi eux.

Les classes populaires ne font pour le moment que subir les politiques qui leur sont imposées par des dirigeants rivaux. Mais le jour où elles seront assez confiantes dans leur force collective pour réagir et pour se battre pour leurs propres intérêts, pour leur droit de vivre correctement, elles auront besoin de leur unité. L'ethnisme, le tribalisme sont des poisons pour les classes populaires. Originaires du Nord ou du Sud, Ivoiriens estampillés ou dioulias, nous faisons partie d'une même classe ouvrière, avec les mêmes intérêts fondamentaux.

DROIT DE VOTE POUR TOUS CEUX QUI VIVENT ET TRAVAILLENT EN COTE D'IVOIRE

Les tenants du pouvoir s'opposent à "l'identification", c'est-à-dire au droit de vote de nombreuses ethnies du Nord du pays sous prétexte que ces personnes seraient d'origine étrangère ou que leurs parents ou grands parents seraient ce qu'ils appellent avec mépris des allogènes. Qui sont-ils ?

Les Burkinabé

Une partie d'entre eux sont des jeunes nés sur le sol ivoirien, ont grandi dans ce pays et ne possèdent aucune attache ailleurs. Ce sont les grands parents ou arrière grands parents qui ont été enrôlés par les colonialistes français, puis embarqués par wagons entiers dans des conditions inhumaines jusqu'à Abidjan. C'est entre autre grâce à leur sueur parfois à leur sang que le canal de vridi fut creusé et le port construit. Ils ont accompli les grands travaux qui ont permis l'essor des grandes villes de ce pays. Les plantations de café et de cacao ont bénéficié largement de cette main d'œuvre. C'est grâce à ce travail peu rémunéré que des fortunes se sont accumulées dans les coffres forts de plusieurs milliardaires que compte notre pays.

Les Dioula

Ils sont actuellement dans le collimateur des gens du pouvoir. Leur nationalité est souvent mise en doute à cause du fait qu'ils vivent de part et d'autre des frontières mises en place par les colonisateurs. Les peuples sénoufos qui étaient parmi les premiers habitants de notre pays, sont victimes de l'amalgame entretenu sous l'appellation gens du Nord.

C'est ainsi que le processus d'identification auquel les autorités s'approprient à les soumettre, risque de

se traduire par une sorte de parcours du combattant que seul un petit nombre sur plusieurs millions, pourra franchir. Il est inadmissible que des populations entières soient ainsi privées de pièces d'identité, de cartes d'électeurs et des droits les plus élémentaires qui en découlent. Il est inadmissible que ces personnes soient considérées comme des citoyens de seconde zone dans leur propre pays qui s'appelle la Côte d'Ivoire.

LA DEMAGOGIE ANTI-ETRANGERS DES SUPPORTERS DU PRESIDENT

Il ne se passe pas de semaine sans que des intellectuels du FPI, parti politique de Gbagbo, ne déversent sous une forme ou une autre leur hargne à l'encontre des populations du Nord qu'ils assimilent aux étrangers. Ces derniers temps, plusieurs plumitifs du journal "Notre voie", qui constitue leur principal organe de presse, s'en sont pris aux députés PDCI qui n'ont pas suivi leurs homologues du FPI à s'auto prolonger leur mandat parlementaire d'une durée d'un an comme celui accordé à Gbagbo. Des articles incendiaires les accusent d'être des girouettes et surtout de vouloir "développer la thèse farfelue pour la naturalisation tous azimuts de 3 millions d'étrangers". Des girouettes politiques, tous les députés de ce pays le sont sans aucun doute. Ils tournent leur veste au gré des alliances de leur parti, ou simplement au gré du vent selon ce qu'ils estiment être porteur pour se maintenir à un poste ou s'y hisser.

Le FPI et ses députés ne sont pas les dernières girouettes puisqu'ils se sont coalisés hier avec le RDR. Ils se sont associés avec d'autres dans le

cadre du TSO (Tout sauf Ouattara) et à nouveau brouillés et le feuilleton n'est pas encore terminé. Aujourd'hui, plus les échéances électorales approchent et plus la compétition fait rage entre eux. C'est ainsi qu'ils ne reculent devant aucune méthode fut-elle crapuleuse et lourde de conséquences comme ce fut le cas lors du charnier de Yopougon.

Le camp présidentiel actuel ne cesse de chercher à dresser les populations originaires du sud contre celles originaires du Nord dont la nationalité serait douteuse.

C'est ainsi que (un exemple parmi bien d'autres) un de ses supporters, en l'occurrence le Directeur Général du Port Autonome d'Abidjan a constitué un "Mouvement des Akans pour la victoire de Gbagbo" dans la localité de Bloléquin. Le programme de ce monsieur se résume en gros à faire de la démagogie xénophobe. Il fustige ceux qui "réclament expressément que des millions d'étrangers deviennent obligatoirement ivoiriens". Ce Monsieur, anti-étrangers

qui doit son poste à Gbagbo, n'était pas seul à la tribune lors de la tenue de son discours à Guiglo. Il était accompagné d'une brochette de notables et de cadres connus du camp présidentiel.

Figuraient en bonne place Djibril Martine et Eloi Outai, Directeur Général de Radio Côte d'Ivoire. Officiellement, la campagne électorale n'est pas commencée, mais la chasse aux voix, fussent-elles nauséabondes, fait rage dans notre pays. Lorsque l'occasion se présente à lui, Gbagbo lui-même abonde dans ce sens. Ce fut le cas il y a quelques semaines lorsqu'il a déclaré en substance que "les gens qui disent que les ivoiriens sont des xénophobes sont des menteurs puisque ce pays est parmi les premiers à offrir le gîte et le couvert à tous les étrangers".

Les xénophobes peuvent continuer à se comporter comme tels puisque le président lui-même dit qu'il n'y a pas de xénophobes. Il n'y a que des électeurs sans doute.

LES DISCOURS HAINEUX DU TRIBALISME REFONT SURFACE !

Abobo Sagbé est l'un des quartiers précaires de la commune d'Abobo. Ce quartier abrite des travailleurs d'origines diverses. On y trouve des populations pauvres qui viennent du Nord, du Sud, de l'Est, de l'Ouest et du Centre de la Côte d'Ivoire et des étrangers. C'est un quartier qu'on pourrait comparer à un village où les habitants se connaissent presque tous. Les populations ne tiennent pas compte de leur origine ethnique pour se rendre des services. Malgré tout ce qui se dit, les travailleurs qui y habitent vivent en bonne intelligence. Comme tous les autres quartiers d'Abobo, on y trouve un lieu de rassemblement des "jeunes patriotes" où certains

politiciens du régime FPI viennent faire des discours démagogiques et xénophobes. Cela se passait le samedi 11 février, ce monsieur déclarait ceci : «Les Dioula veulent une guerre civile et ethnique, nous sommes déjà prêts. Ce qui s'est passé au Rwanda peut se reproduire en Côte d'Ivoire. Mais ce ne sera plus deux ethnies qui s'affrontent. En Côte d'Ivoire, il y a 60 ethnies. Ainsi je tiens à informer les Dioula qu'ils se préparent à affronter ces 59 autres ethnies. Mes frères, soyez prêts ! Que celui qui a une arme la mette en lieu sûr. Il n'y aura pas de perquisition, nous sommes en guerre. Apprétez vous, si vous voyez un dioula chez vous, abattez le, c'est un cas de

légitime défense. Le serpent n'est pas encore mort. » Ces déclarations n'ont pas plu à l'assistance. Certains ont même lancé des paroles en disant : « laisse tomber ce discours il ne nous fait pas avancer. On sait que c'est la France qui nous fait la guerre » d'autres ont pris le chemin de la maison et ont quitté les lieux.

Les individus qui tiennent ce genre de discours haineux à l'endroit de certaines populations doivent être mis hors d'état de nuire. Mais malheureusement, puisqu'ils ne font que répéter les paroles de leurs maîtres, ils circulent librement et impunément dans les rues d'Abidjan

en distillant leur poison de la xénophobie et du tribalisme.

Ce type de réunion et de discours n'est pas un cas isolé. Dans d'autres quartiers d'Abobo (habitat par exemple) c'est au nez et à la barbe des forces de l'ordre que ces leaders haineux tiennent ce langage. En effet la réunion dans ce quartier se trouve juste après la clôture du commissariat du 15^{ème} arrondissement. C'est donc avec la bénédiction des autorités politiques au pouvoir et des autorités policières que ceux-ci activent et entretiennent la division au sein de la population.

LA POLITIQUE ETHNISTE DES POUVOIRS PUBLICS EST RESPONSABLE DES AFFRONTEMENTS ENTRE COMMUNAUTÉS

A Pehapan (Guiglo) 12 personnes dont un bébé ont été tuées le 5 et 6 février dernier. Les auteurs de ce massacre seraient, selon les responsables politiques et la presse liée à eux, des burkinabé et des maliens qui ont été dépossédés des terres qu'ils ont mises en valeur. Cela fait plusieurs années que des milliers de personnes ont été chassées de leurs plantations et n'ont d'autre solution que d'errer dans les forêts sans avoir le droit de travailler la terre. Le gouvernement ne fait que laisser pourrir la situation en sachant très bien que la frustration et le dénuement engendreront tôt ou tard la haine et l'affrontement. Le journal "fraternité Matin" du 16 février rapporte ceci : "Dans un centre d'accueil des planteurs expropriés à Guiglo, le

responsable des communautés Burkinabé et Malienne demande pardon au président de la république et au gouvernement pour qu'ils les aident à retourner dans leurs plantations. Planteurs de métiers, ils ne veulent plus se contenter des dons. Ils entendent vivre des fruits des champs labourés à la sueur de leur front. Ils demandent genou à terre à leurs tuteurs de passer un trait sur ce qui les a opposés." Ce cas n'est pas un cas isolé, mais une réalité dans plusieurs régions.

Dans le passé plusieurs communautés vivaient en bonne intelligence et peuvent le faire à nouveau pour peu que les autorités ne dressent pas les uns contre les autres rendant l'existence invivable pour tous.

OUATTARA EST-IL EN TRAIN DE REVOIR SES AMBITIONS A LA BAISSÉ ?

Depuis quelque temps, Alassane Dramane Ouattara, le Président du RDR effectue des

rencontres avec les secrétaires départementaux et les commissaires politiques de son parti. Lors d'une de

ces rencontres, il a déclaré qu'il veut "sortir son parti de la torpeur". En même temps, il a fait un vœu : "Je constate que nous avons dans le RHDP, le PDCI, le RDR, l'UDPCI, et le MFA. Qui sait ? Peut être qu'un jour, le FPI viendra dans la grande famille Houphouëtiste pour que la réconciliation faite, le pardon obtenu, nous puissions tous ensemble œuvrer au développement de notre pays".

En somme on efface tout et on recommence ! Ces paroles sonnent comme un aveu. Tous ces partis politiques n'ont aucune différence entre eux. Leur alliance se fait et se défait simplement en fonction de leurs calculs politiques pour accéder à la mangeoire. Si le RDR, épaulé par sa coalition arrivait au pouvoir, il mènerait

exactement la même politique favorable aux riches et hostile aux classes pauvres, que celle menée actuellement par son rival le FPI. Ce qui changerait, c'est que le clan Ouattara (ou/et celui de Bédié) prendrait la place de celui de Gbagbo dans le partage des postes lucratifs à pourvoir.

La politique de main tendue de Ouattara envers le FPI à travers ce genre de petite phrase, ne fait que traduire son désir de se contenter de partager le pouvoir avec celui-ci, de composer avec Gbagbo à défaut, de pouvoir le remplacer.

Alliés ou opposés, tous ces gens sont à la fois permutable et ennemis des travailleurs.

LA SOTRA NE NOUS TRANSPORTE PAS, ELLE NOUS ROULE

La Sotra vient de renforcer son parc d'autobus par l'acquisition de 150 autres bus, tous flamboyants neufs. Les responsables de cette société n'ont pas raté l'occasion pour vanter leurs "efforts méritoires" soit disant destinés à mettre fin aux souffrances des populations, aux longues attentes aux arrêts.

Mais seulement, tous ces véhicules sont positionnés sur les lignes express. Quant au tarif, il est de 500F pour un trajet Abobo - Plateau ou Yopougon - Plateau. En aller et retour, cela fait 1000 F soit 50% du salaire moyen d'un ouvrier qui est de 2000F la journée. Dans ce contexte, combien de travailleurs peuvent alors s'offrir le luxe d'emprunter ces bus, eux qui sont écrasés par le poids de la cherté de la vie ; quant aux élèves et

étudiants ils n'ont d'autre revenu que ce que donnent leurs parents. Tous doivent attendre les autres bus jusqu'à plusieurs heures sous les intempéries puisque cela fait belle lurette que les abris bus ne sont que de lointains souvenirs.

Pourtant, le transport public ainsi que bien des domaines tels que la santé publique, l'Education Nationale, l'eau, l'éclairage des rues, les logements pour les classes les plus défavorisées devraient faire partie des priorités de l'Etat. Même dans un passé pas trop lointain, l'Etat faisait quelques gestes (bien insuffisants) dans ce sens. Mais aujourd'hui, tout ça, c'est de l'histoire ancienne.

Alors qui donc veut nous berner avec des histoires de mettre fin aux souffrances des populations ?

L E U R S O C I E T E

LUTTE CONTRE LE RACKET : LE TICKET UNIQUE N'EST PAS LA SOLUTION

Un nouveau séminaire organisé pour trouver une solution aux rackets des hommes en treillis vient de prendre fin le 19 janvier passé. Tout comme pour les années précédentes, après trois jours de concertations entre les concernés, le séminaire a accouché d'une nouvelle trouvaille appelée « ticket unique de contrôle ». Ce ticket va être expérimenté à partir du premier mai prochain.

D'après le comité de suivi de cet autre séminaire, il s'agit d'un ticket unique qui sera remis aux chauffeurs à des points de contrôle indiqués. Et une fois en possession de ce ticket, ils seront, paraît-il épargnés de tous rackets des hommes en treillis. Le premier test essai concerne d'abord le district d'Abidjan.

Le racket est une sérieuse gangrène non seulement pour l'Etat mais pour toute la population. Surtout le racket des hommes en armes qui a pris un virage effrayant depuis le déclenchement de la crise armée. Sous prétexte de lutter contre l'attaque des « assaillants », et ensuite contre le banditisme, des barrages espacés d'au plus 100 mètres sont érigés sur les routes et ruelles des villes ainsi que sur les routes de l'intérieur du pays. Le but principal de ces barrages, tout le monde le sait, ce sont des points de racketage des transporteurs.

Quand on prend par exemple le tronçon Abobo-Adjamé par la voie express, les matins comme les soirs, il y a au moins 5 à 6 barrages. Souvent, ces barrages se trouvent dans les deux sens, ce qui fait au total une dizaine de points de contrôle. Et à chacun de ces lieux, le chauffeur surtout l'apprenti « gbaka » doit payer la rançon de 500 F avant de passer.

C'est à ce vol imposé par la force des fusils que l'Etat tente depuis des années de mettre fin. Plusieurs séminaires ont été déjà organisés avec de nouvelles propositions comme l'URC (l'Unité de Régulation de la Circulation) cette unité que les chauffeurs appellent ironiquement « Tampico » est devenue championne en racket. Ensuite il y a eu d'autres séminaires qui ont proposé la création d'une « feuille de route » pour les transports de marchandises. Cette feuille, une fois validée au départ, devrait permettre au chauffeur, après présentation, d'éviter les tracasseries et les rackets. La liste de ces inventions est très longue. Mais à chaque fois, les hommes en treillis ont aussitôt à leur tour inventé un moyen pour les contourner. D'ailleurs ce « ticket unique » n'est qu'une copie de la « feuille de route » mais cette fois-ci utilisé que dans le trafic urbain.

Toute initiative prise pour tant soit peu diminuer ce vol qui ne dit pas son nom, est à louer mais ce n'est pas de cette manière que l'Etat pourra mettre fin aux rackets. D'ailleurs le racket, ce n'est pas seulement sur les routes. C'est aussi les rafles opérées dans les rues où de pauvres gens surtout les travailleurs ressortissants des pays limitrophes sont fouillés et dépouillés de leurs biens, c'est aussi les opérations de contrôle sur les petits commerçants pour voler leurs marchandises comme les cellulaires, c'est enfin les descentes musclées nuitamment dans les quartiers populaires pour fouiller dans les maisons et emporter les biens. Mais le racket est une gangrène qui mine d'abord le sommet de l'Etat et de la hiérarchie militaire. C'est pourquoi cette hiérarchie laisse faire sans

L E U R S O C I E T E

jamais prendre des sanctions contre les agents faussaires même si ces derniers ont commis des crimes. C'est pourquoi pour lutter contre ce vol, il

faudrait commencer par le sommet. Autant dire que les dirigeants de l'Etat ne le feront pas car le sommet, c'est eux !

Y'EN A MARRE DES RACKETS AUX POSTES DE CONTROLE ?

A la sortie de Bingerville dans le sens de venir à Abidjan, il y a un barrage de "forces de l'ordre". A ce barrage se fait un contrôle d'identité des passagers des gbakas. Il est possible de trouver à certains moments de la journée près d'une trentaine de personnes que l'on a fait descendre des véhicules pour un problème de pièces d'identité. La grande partie de ces gens sont des ressortissants de la sous-région, mais aussi du Nord du pays. Les passagers qui montrent une carte différente de celle de la Côte d'Ivoire sont invités à descendre. Tous les moyens sont bons pour pouvoir leur soutirer de l'argent.

Si le passager descendu manque de papier, il peut payer 2000 F sinon c'est 500 F ou tu es obligé de nettoyer le terrain autour de leur apatam avec une daba. Ces gens perdent ainsi une journée d'occupation.

Les tracasseries policières outre leur caractère humiliant sont une occasion pour les "forces de l'ordre", sous le prétexte fallacieux de veiller à la sécurité des gens, de dépouiller la population. De tels postes de contrôle existent sur toutes les sorties d'Abidjan et tendent à se multiplier dans tous les grands axes, empoisonnant chaque jour d'avantage la vie de milliers de gens. Entre la localité de Dabou et Abidjan distants de quelques dizaines de kilomètres on peut facilement perdre plusieurs heures inutilement aux multiples barrages.

Personne n'est dupe des prétendues campagnes orchestrées par les "forces de l'ordre" elles mêmes pour soit disant mettre fin à leurs propres rackets. Ces gens sont les piliers du pouvoir en place et c'est tout l'ensemble qu'il faudra balayer un jour si on veut que ça change.

LUTTE CONTRE LES PRETS USURAIRES ABUSIFS : MENSONGE OU VŒU PIEUX ?

Dans l'émission "débat de la Rédaction" de Radio Cote d'Ivoire du 05 Février dernier, qui a réuni des travailleurs, des huissiers de justice, des banquiers et il était question de débattre de la lutte contre le fléau que représentent les prêts usuraires à taux élevés pratiqués par une catégorie de personnes appelées margouillats. Et cela à juste titre car voilà des

messieurs qui ne travaillent pas, mais qui pour gagner de l'argent facilement prêtent à des fonctionnaires ou des ouvriers en détresse avec des intérêts prohibitifs puisqu'ils vont de 50% à 100%.

En clair, ce sont des charognards qui vivent uniquement aux dépens des travailleurs pauvres.

L E U R S O C I E T E

L'affaire est tellement grave que ces messieurs bénéficient de la complicité des huissiers ou des notaires pour faire des saisies chez quiconque n'a pas pu régler intégralement les intérêts.

Entre autres points de vue énoncés pendant ce débat, on peut noter l'intervention du banquier qui affirmait que si les travailleurs sont obligés de se tourner vers les margouillats, c'est parce qu'ils ont trop d'enfants, qu'ils ne savent pas gérer leur argent, ou qu'ils vivent au dessus de leurs moyens. Mais ce que ce banquier refuse de dire, c'est que les salaires que lui-même et ses

homologues versent à leurs employés sont bloqués depuis des décennies pendant que les prix ont doublé, voire triplé surtout après la dévaluation. Ces gens là fabriquent la misère et font semblant de découvrir que les margouillats prolifèrent.

A la fin du débat, comme d'habitude tout le monde s'était entendu que c'était à l'Etat de faire quelque chose pour mettre fin à ce fléau.

Evidement l'Etat pourrait intervenir dans le sens des plus démunis. Mais il ne la fait pas parce que c'est un Etat au service exclusif des classes riches.

FAR WEST OU ETAT DE DROIT ?

Le week-end dernier, le BURIDA (BUREau Ivoirien des Droits d'Auteur) à l'occasion de la lutte contre le piratage a fait une descente musclée à la gare d'Abobo.

Curieusement, cette fois-ci, les agents de cette structure n'étaient pas seuls, ils étaient accompagnés de plusieurs corps habillés ; policiers, militaires, ou gendarmes, on ne sait pas parce qu'ils avaient tous des bérets différents, mais visiblement ils étaient armés jusqu'aux dents. Et sans préavis ni aucune forme de sommation, ils se sont livrés à des bastonnades de vendeurs de CD. Pire

encore, ils n'ont pas hésité à tirer des coups de feu, semant ainsi la panique dans un lieu à forte concentration humaine que représente la gare d'Abobo. Ils ont mis par conséquent en péril la vie de milliers de personnes qui vauquaient à leurs occupations.

Comment dans un pays dit de droit, on peut permettre à une entreprise de se doter d'hommes en armes pour terroriser la population pour une histoire de manque à gagner sur des CD.

Il y a vraiment quelque chose de pourri du côté de ceux qui dirigent ce pays.

L'HYSTÉRIE DES SUPPORTERS N'A RIEN A VOIR AVEC LE SPORT.

A Abobo Sagbé, communément désigné sous le nom de "Dernière-Rail" des jeunes gens s'en prenaient à des mauritaniens suite à la défaite en Egypte des Eléphants de Côte d'Ivoire

Ils avaient l'intention de piller leurs boutiques.

Cet acte trouve aussi son mobile dans les journaux, à la radio et à la télé où des journalistes ont mis un

L E U R S O C I E T E

accent particulier sur l'origine Maghrébine de l'arbitre qui à leur avis *aurait mal arbitré le match.*

Ce genre d'analyse de la défaite des Eléphants n'est qu'une mauvaise foi intellectuelle des journalistes. Eux qui devraient par leur plume et leur parole faire taire les bas instincts font le contraire.

Ces frustrations tournées vers les étrangers arrangent les hommes politiques et les dirigeants parce qu'elles amènent les jeunes sur un faux chemin. Au lieu de lutter pour

l'amélioration de leur condition de vie qui va de mal en pis, ils s'en prennent à des petits boutiquiers Mauritaniens à peine moins pauvres qu'eux-mêmes.

Il y a quelques années, les ressortissants Ghanéens à Abidjan avaient fait les frais des exactions des supporters de l'équipe Asec Mimosa pour une histoire de match mal passé *au Ghana.*

La jeunesse désœuvrée de notre pays est prête à s'en prendre à n'importe qui du moment qu'on lui désigne un ennemi.

L'EXCISION, UNE PRATIQUE DANGEREUSE ET RETROGRADE QU'IL FAUT COMBATTRE !

La première semaine du mois de février a été consacrée par le Ministère de la Santé et l'UNICEF à la lutte contre l'excision ainsi qu'aux diverses pratiques de mutilations sexuelles dont sont victimes des filles adolescentes.

Pendant cette semaine, la télévision, la radio et les journaux ont mené une campagne médiatique contre cette pratique d'un autre âge qui survit encore aujourd'hui. Des médecins et des responsables d'ONG sont passés sur les antennes pour présenter les inconvénients de l'excision. Ainsi nous avons pu apprendre que cette pratique est en croissance depuis 2000. Ce sont surtout le Nord et l'Ouest du pays qui sont les plus touchés. Certaines communes d'Abidjan tels Abobo et Adjamé comptent un fort pourcentage (57 à 80%) d'excisées.

Devant l'ampleur de la situation et les dangers réels que peut présenter l'excision cette semaine a été la bienvenue. Elle a permis de sensibiliser et d'informer les populations par le canal des médias.

L'excision remonte à avant la colonisation. A l'aide d'objets tranchants (couteaux, ciseaux, lames, etc.) on procède sans anesthésie à l'ablation d'un élément de l'appareil génital de la femme et cela dans des conditions d'hygiène catastrophiques. On peut s'imaginer aisément quel genre de traumatisme cette opération peut être pour la jeune fille. Les risques d'hémorragie, de mauvaise cicatrisation et autres infections sont réels et présents. Et pourtant l'excision ne présente aucune nécessité d'hygiène ou de santé. Les partisans de l'excision s'adonnent à cette pratique encore aujourd'hui au nom d'une certaine tradition qu'il faudrait perpétuer contre toute logique et contre tout bon sens au risque même d'entraîner la stérilité ou l'infection au VIH de la jeune femme. Si cette pratique a la peau dure, c'est parce que c'est l'une des manifestations violentes de l'oppression de la femme. L'excision est pratiquée dans le but de supprimer la manifestation du plaisir sexuel chez la femme. En le faisant, on pense assurer la fidélité de la femme à

L E U R S O C I E T E

son époux. Ce qui fait que dans certaines sociétés surtout du Nord ou de l'Ouest du pays, les filles majeures non excisées sont des parias. Les hommes refusent de les épouser.

C'est donc une pratique honteuse qui veut réduire la femme à l'état d'objet sexuel et de faiseuse d'enfants pour l'homme. C'est pourquoi, non seulement pour la dignité de l'être humain, mais aussi pour le respect et l'émancipation de la femme, il est important que cette pratique soit bannie. C'est pourquoi cette semaine de lutte contre l'excision et autres violences contre la femme est à saluer si elle ne se réduit pas à quelques déclarations d'intention non suivies d'actions.

Dans des pays comme le Sénégal et le Burkina des hommes et

des femmes qui veulent débarrasser leur société des vestiges des temps anciens, se sont organisés en association. Leurs actions sur leurs gouvernements ont poussé ces derniers à voter des lois contre l'excision. Aujourd'hui en Côte d'Ivoire une fille menacée d'excision ou qui en est victime a peu de recours. Des hommes politiques en passant par les dignitaires des communautés et les forces de l'ordre, tout est fait de telle sorte que les choses se déroulent sans encombre. Ce n'est donc pas surprenant que le nombre d'excisées soit en croissance. Pour débarrasser notre pays des fatras dangereux et avilissants du passé tel que l'excision, il faut que des hommes et des femmes désireux de moderniser un temps soit peu la société se constituent en groupe de pression.

ILS SE MOQUENT DE LA SOUFFRANCE DES POPULATIONS

Suite aux manifestations des "patriotes" du 16 au 19 janvier, Koffi Annan le secrétaire général de l'ONU aurait adressé une facture de plus de deux milliards à Gbagbo pour frais de réparation des préjudices matériels subis par l'ONUCI.

Les leaders des "groupes patriotes" quant à eux répondent que puisque c'est ainsi, il faudrait que l'ONU ressuscite les morts dans leurs rangs. En réalité, les uns comme les autres n'ont que du mépris pour les populations pauvres. Quant à Gbagbo qui fait semblant de ne rien entendre, il ne tardera sans doute pas à présenter

la note aux classes pauvres. Cela ne fera que s'ajouter aux 2,5 milliards réclamés par Paris pour la réhabilitation du lycée français de Cocody détruit en novembre 2004.

Que se soit sous forme de perte en vies humaines ou sous forme de sommes à déboursier, les grands perdants de leurs affrontements sont les populations pauvres de ce pays. Il est urgent que les travailleurs de ce pays retrouvent les chemins de leur unité pour faire valoir leurs intérêts à eux face à ceux des clans qui s'entredéchirent et face à ceux des grandes puissances.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SICOR : EXPLOITATION ET ESCROQUERIE TOUT AZIMUT !

Au début du mois de février, la direction générale a informé le personnel de l'arrêt définitif des activités de l'usine, pour fin avril.

Cette usine, située à Jacquville, compte plus de mille employés. La moitié est constituée de journaliers, dont la grande majorité est payée à la tâche, corvéable à merci et exploitée à bon compte.

Le prétexte avancé par la direction pour justifier l'arrêt de l'usine est que le coco-râpé, la principale production de l'usine, ne serait pas, selon elle, rentable. La réalité est évidemment toute autre. En effet, le seul objectif recherché par la direction c'est celui d'augmenter ses bénéfices par rapport à ce qu'elle gagne actuellement. Une fois tout le personnel licencié, elle espère avoir les mains libres pour reprendre les activités avec exclusivement des journaliers qui seront payés à la tâche. A la fin de l'année dernière, elle avait déjà tenté ce coup de force avec les décoqueurs et les dépelliculeurs. Mais grâce à leur mobilisation, les ouvriers avaient réussi à faire reculer le patron.

Le revoilà, donc, qui revient à la charge. Cette fois-ci, en annonçant la fermeture pure et simple de toute activité. En faisant cela, si la direction estime n'avoir aucun compte à régler aux journaliers, elle ne veut pas non plus payer les préavis de licenciement dont le montant est compris entre deux et quatre mois de salaire suivant l'ancienneté des employés licenciés. En lieu et place, la direction exige que les concernés effectuent leurs mois de préavis. Ce qui veut dire qu'au bout de ce délai, les licenciés seront mis à la porte quasiment les mains vides, au même titre que les journaliers. Il est clair que ces ouvriers seront au bord

du gouffre. D'autant plus qu'ils seront en demeure de quitter sur le champ les logements misérables que la Sicor met à leur disposition. Ces logements datent du temps où la Sicor était une entreprise d'Etat connue sous le nom de Sodécoco. En prenant ainsi les travailleurs à la gorge, le patron espère que ceux-ci n'auront pas d'autre choix que celui de revenir travailler à l'usine (qui ne s'appellera probablement plus la Sicor) où ils seront encore plus exploités que par le passé.

Est-ce que le patron a le droit de faire ce tour de passe-passe dans l'objectif d'aggraver la situation des travailleurs ? Oui, dans cette société capitaliste, les patrons ont tous les droits. La seule force pour les en empêcher c'est la détermination des travailleurs à ne pas se laisser faire.

Est-ce que le patron a le droit de licencier des travailleurs sans payer les préavis de licenciement ? Le patronat se donne tous les droits ! Est-ce que les ouvriers embauchés en tant que journaliers, dont certains triment depuis plus de 6 ans, bénéficient-ils d'un quelconque droit à part celui de se faire exploiter ? Bien sûr que c'est injuste ! Notons que, au moins dans les termes de la loi en Côte d'Ivoire, il n'en a pas été toujours ainsi. Avant 1995, même si cela était rarement respecté par le patronat, un patron n'avait pas le droit de prendre un journalier sans passer par l'office de la main-d'œuvre (l'OMOC) où le patron était tenu de respecter un certain nombre de règles qui protégeaient un peu les journaliers.

Mais, en 1995, sous gouvernement PDCI, le parlement avait voté un nouveau code du travail très favorable aux employeurs. Y compris, celui de ne plus payer les

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

mois de préavis de licenciement aux travailleurs qu'ils mettent à la porte !

Il est intéressant de noter qu'une partie des députés qui avaient voté ce nouveau code du travail contre les travailleurs en 1995 sont toujours en place actuellement. Et que les nouveaux députés venus de la mouvance présidentielle ne sont pas revenus à l'ancien code du travail alors qu'ils ont la majorité au parlement ! C'est dire, combien, les uns comme les autres, au delà de leur verbiage, sont des ennemis des travailleurs et servent les intérêts de bourgeois locaux mais surtout des impérialistes !

Mais ce n'est pas parce que les hommes politiques votent telle ou telle loi contre la classe ouvrière que celle-ci est obligée de s'y soumettre ! Parce que les lois se font et se défont en fonction des rapports des forces entre exploiters et exploités !

Les ouvriers de la Sicor n'ont pas encore dit leur dernier mot. Ils n'ont pour l'instant, ni accepté l'annonce de la fermeture de l'usine et encore moins de se voir mettre à la porte sans des indemnités conséquentes. Ils se sont organisés au sein de l'UTRASi (Union des travailleurs de la Sicor), un syndicat lié à la Centrale Dignité.

Mais la force des travailleurs, ce n'est pas le syndicat. C'est d'abord leur propre détermination à défendre leurs intérêts. Le patron est connu comme

un patron véreux. S'il peut acheter les dirigeants du syndicat, il le fera. D'ailleurs qui est donc mieux placé pour défendre les intérêts des travailleurs que les travailleurs eux-mêmes ?

Quant au patron, il a déjà commencé à s'organiser avant même d'annoncer la fermeture de l'usine. Ainsi, il a aménagé des lieux de stockage des produits finis directement dans la zone portuaire de Vridi. Aussi bien pour l'huile que pour le coco-rapé. Il a déjà commencé à évacuer toute sa production hors de l'usine pour faire face à d'éventuels blocages de l'usine par les travailleurs.

Il a par ailleurs déjà le soutien de l'inspection de travail. Le Chef du Personnel a lui même passé 15 ans à l'inspection du travail avant de prendre service à la Sicor ! Le patron a aussi le soutien du maire, du préfet et du sous-préfet qu'il côtoie et qui mangent dans sa main ! Sans compter que les familles Bédié et Yacé sont aussi actionnaires à la Sicor.

Mais si le patron a tous ces soutiens, il n'en est pas moins vrai que ce ne sont jamais eux qui font tourner les machines mais les ouvriers ! Sans ces derniers, aucune production ne peut sortir de l'usine. Si les ouvriers sont solidaires et déterminés, ils peuvent faire reculer le patron et imposer leurs intérêts !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.